

Guinée - Enquête Intégrale sur les conditions de vie des ménages (Avec module Budget et Consommation)

Direction Nationale de la Statistique - Ministère du plan et des Finances

Rapport généré le: December 5, 2013

Vous pouvez consulter notre catalogue de données sur:
<http://www.stat-guinee.org/nada/index.php>

Aperu

Identification

ID
GIN-INS-EIBC-1994-V01

Version

DESCRIPTION DE LA VERSION

Version 01 base sur les données finales apures

DATE DE PRODUCTION

1996

Aperu

RSUM

Sommaire

L'Enquête Intégrale sur les conditions de vie des ménages en Guinée (EIBC) excute sur une période de douze mois (Janvier 1994-Fvrier 1995) et portant sur un échantillon national de 4.416 ménages fait partie des séries d'enquêtes programmées dans le cadre du projet "Dimensions Sociales de l'Ajustement Structurel" mis en place en 1987 par le PNUD, la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement (BAD). L'objectif de ce programme est d'aider les pays africains à évaluer l'impact social des programmes d'ajustement structurel mis en place et proposer des mesures compensatoires pour atténuer les effets négatifs sur le niveau et les conditions de vie des ménages pauvres et vulnérables.

Pour prendre en compte ces besoins nouveaux en informations statistiques, un Système Permanent d'Enquêtes auprès des Ménages (EPM) a été mis en place depuis Octobre 1989 dans le cadre du Projet d'Appui au Développement Socio-Economique (PADSE). L'EIBC qui fait l'objet de la présente diffusion des résultats constitue la seconde enquête après l'Enquête sur les Informations Prioritaires (ESIP) réalisée en 1991 sur un échantillon de 9.600 ménages. Si l'objectif primordial de l'ESIP était de mettre sur pied l'ensemble des indicateurs socio-économiques sur les conditions de vie des ménages en Guinée, les objectifs assignés à l'EIBC visent non seulement à mettre jour ces indicateurs mais aussi à expliquer le comportement des ménages face aux différentes mesures macro-économiques prises dans le cadre des programmes d'ajustement structurel mis en place depuis 1986. Une Enquête Communautaire (EC) couplée avec l'EIBC a été excute au niveau de toutes les zones rurales enquêtées et visait à collecter les informations sur les collectivités locales, les infrastructures économiques et sociales et sur les prix. Ces dernières informations permettent d'intégrer les variables socio-économiques (prix, infrastructures sociales et moyens de communications) dans l'analyse micro-économique.

La seconde spécificité de l'EIBC tient aussi au fait qu'elle a utilisé des techniques d'enquêtes de pointe: utilisation des micro-ordinateurs portables pour la saisie et la correction des questionnaires au niveau des zones d'enquêtes. ce qui a permis une saisie mobile et décentralisée. La combinaison de ce système de saisie mobile et décentralisée avec une forte supervision a permis d'obtenir des résultats fiables par la minimisation des erreurs d'observations. Par ailleurs, l'ensemble des résultats diffusés ont été extrapolés à l'ensemble du pays par l'utilisation de coefficients d'expansion résultant eux-mêmes du plan d'échantillonnage.

L'EIBC à l'instar de l'ESIP est une enquête à objectifs multiples. Elle couvre tous les aspects de niveau de vie des ménages: caractéristiques démographiques, éducation et alphabétisation, santé et nutrition, emploi et travaux domestiques, migration, logement, dépenses et revenus, activités agricoles, activités non agricoles et entreprises familiales gérées par les ménages. Le présent rapport de synthèse de l'EIBC qui est purement descriptif fournit de façon détaillée, l'ensemble des indicateurs socio-économiques sur les conditions de vie des ménages en Guinée indispensables pour la planification et la prise de décision. La base de données de l'EIBC est aussi un outil indispensable pour tous ceux qui souhaiteraient entreprendre des recherches sociologiques ou caractéristiques micro-économiques sur le comportement des ménages. Ce rapport compte la série d'études déjà disponibles réalisées dans le cadre de l'analyse des données de l'EIBC: profil de la pauvreté en Guinée, estimation des apports énergétiques et nutritionnels de la ration alimentaire et estimation des coefficients d'élasticité de la demande par rapport au revenu.

Le présent rapport est subdivisé en dix chapitres: les six premiers sont relatifs à l'ensemble des indicateurs démographiques et sociaux (caractéristiques démographiques de la population des ménages, éducation et alphabétisation, santé et nutrition, emploi et travaux domestiques, migration et logement) et les quatre derniers chapitres du rapport sont consacrés aux indicateurs

conomiques (activités indépendantes agricoles, dépenses, revenus, activités indépendantes non agricoles du secteur informel).

1 Principaux indicateurs démographiques et sociaux

(i) Démographie

L'EIBC estime la population des ménages guinéens en 1994 6.296.588 individus dont près de 52 % sont du sexe féminin. Le taux de croissance moyen de la population par rapport au recensement de 1983 se chiffre près de 2,8 % par an. La taille moyenne par ménage est de 6,6 individus. Environ 67 % de la population vit en milieu rural. La capitale Conakry continue d'être un véritable pôle d'attraction de la population. Sa population croît à un rythme accéléré de 6,6 % par an. Elle englobe près de 17 % de la population guinéenne (1.070.420 habitants en 1994). Une autre caractéristique de la population guinéenne, c'est sa jeunesse: 46,4 % sont âgés de 15 ans et moins et l'âge moyen de la population est de 22,7 ans.

(ii) Éducation et alphabétisation

Le système éducatif est largement dominé par le système éducatif public: 90,2 % des élèves au primaire fréquentent un établissement public d'enseignement. Bien qu'en nette progression ces dernières années, le taux brut de scolarisation (TBS) au primaire reste encore nettement en dessous de la moyenne des pays africains au sud du Sahara (72 %) et se chiffre 47,5 %. De fortes disparités sont enregistrées d'une part entre les zones urbaines et les zones rurales (le TBS au primaire est de 110,7 % à Conakry, 78,3 % au niveau des centres urbains de l'intérieur et 27,3 % en milieu rural) et d'autre part entre les sexes (57,1 % pour le sexe masculin et 36,7 % pour le sexe féminin). Quant au taux net de scolarisation (TNS) qui élimine l'effet âge, il se chiffre 33,6 % (39,4 % pour le sexe masculin et 27 % pour le sexe féminin). Le taux de redoublement au primaire est très élevé et est estimé 29,4 % (31,5 % chez les garçons et 25,7 % chez les filles).

Quant à l'enseignement général secondaire, le TBS est de 17,1 % (23,6 % pour les garçons et 9,8 % chez les filles). Le niveau de scolarisation au secondaire est très faible en milieu rural (le TBS y est de 3,7 % contre 40,4 % à Conakry et 33,3 % au niveau des autres villes de l'intérieur). Le TNS au secondaire de l'enseignement général est de 12,5 % (16,8 % pour le sexe masculin et 7,7 % pour le sexe féminin). Le taux de redoublement au niveau du secondaire est très élevé et voire même supérieur à celui observé au primaire: 37,5 % (37,8 % pour le sexe masculin et 36,7 % pour le sexe féminin).

La dépense moyenne annuelle par enfant scolarisé pour l'ensemble du pays est de 26.311 FG (46.069 FG à Conakry, 19.437 FG au niveau des autres centres urbains et 11.214 FG en milieu rural) et varie selon le niveau de scolarisation de l'enfant (65.879 FG à la maternelle, 21.948 FG au primaire et 15.165 FG au secondaire de l'enseignement général).

La population guinéenne est dans sa grande majorité analphabète. Le taux d'analphabétisme au niveau de l'ensemble du pays est estimé 77,5 % (90,1 % chez les individus de sexe féminin et 62,1 % chez les individus de sexe masculin). Ce résultat traduit à la fois le faible niveau d'instruction de la population et le faible niveau de scolarisation.

(iii) Santé et nutrition

Environ un guinéen sur quatre a déclaré avoir souffert d'une maladie ou d'une blessure au cours des 28 derniers jours ayant précédé l'enquête. Selon les résultats de l'EIBC, cette forte incidence de la maladie ou de la blessure sur l'état sanitaire de la population ne se traduit pas par des taux d'utilisation élevés des services de santé disponibles. Seulement 14,2 % de la population ont déclaré avoir été en consultation au cours des quatre dernières semaines ayant précédé l'interview (15 % chez les individus de sexe féminin et 13,3 % au niveau des individus de sexe masculin). Selon le milieu de résidence, le taux de consultation est de 13 % en milieu rural contre 15,6 % à Conakry et 17,3 % au niveau des autres centres urbains de l'intérieur du pays.

Du point de vue des effets de la maladie ou de la blessure sur le potentiel de gain de revenu, mesuré à travers l'indicateur "nombre moyen de jours d'inactivité", ce ratio est en moyenne de 9 jours.

Au niveau des consultations prénatales, 61,5 % des femmes en âge de procréer (15-49 ans) ont déclaré avoir reçu des soins prénatals pendant leur dernière grossesse. Ce ratio est de 50,1 % en milieu rural contre 90,4 % à Conakry et 85,2 % pour les centres urbains de l'intérieur du pays.

En ce qui concerne les soins préventifs, l'EIBC estime 53,4 % le taux de couverture vaccinale des enfants de 12-23 mois pour l'ensemble du pays (toute source et tout antigène confondus). Par antigène les résultats suivants ont été obtenus: BCG (76,7 %), DTC3 (56,4 %), Polio3 (56,4 %) et Rougeole (70,9 %).

La proportion d'enfants de moins de 5 ans ayant bénéficié de soins postnatals est faible et se chiffre 39,2 % (39,9 % chez les garçons et 38,5 % chez les filles). Par milieu de résidence, cet indicateur se décompose comme suit: Conakry (56,6 %), autres urbains (60,9 %) et rural (30,9 %).

L'allaitement maternel est largement répandu. L'EIBC estime 97,7 % la proportion d'enfants de 5 ans et moins ayant allaité et l'âge moyen de sevrage est de 24,2 mois.

L'utilisation de méthodes de contrôle de naissance est peu répandue et ne concerne que près de 5 % des femmes en âge de procréer (ou leur partenaire).

La situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans est aussi préoccupante. Environ 12,1 % des enfants âgés de 3-59 mois sont atteints de malnutrition aiguë (maigreur). Cette prévalence est en légère hausse par rapport aux résultats obtenus lors de l'ESIP de 1991 (11,5 %). Une attention particulière doit être accordée au phénomène compte tenu de l'augmentation de risques de morbidité et de mortalité court terme que ces maigreurs peuvent entraîner. La prévalence de retard de croissance (malnutrition chronique) concerne 29,1 % des enfants âgés de 3-59 mois. Elle est en légère baisse par rapport 1991 (31,6 %), baisse surtout due au recul du phénomène en Haute Guinée (29,3 % en 1994 contre 44,3 % en 1991) et en Guinée Forestière (33,4 % en 1994 contre 41,6 % en 1991).

(iv) Emploi et les travaux domestiques

Les statistiques publiées sur l'emploi font une nette distinction entre la situation habituelle basée sur une période de référence longue (12 derniers mois ayant précédé l'enquête) et la situation actuelle axée sur les 7 derniers jours. L'âge d'activité a été fixé à 7 ans pour mieux cerner le travail des enfants.

La population active habituelle est estimée à 3.444.896 individus dont près de 51,8 % de femmes. Le taux d'activité de la population active habituelle demeure élevé et se chiffre à près de 71 % (72,7 % pour le sexe masculin et 71 % pour le sexe féminin). Ce taux devient plus élevé, si on restreint la population active à celle âgée de 15 ans et plus: 81,8 % (78,8 % pour le sexe masculin et 85,4 % pour le sexe féminin). Le taux d'activité des enfants de moins de 15 ans est de 48,6 % (47,4 % pour le sexe masculin et 50 % pour le sexe féminin), ce qui dénote l'ampleur de l'utilisation de la main-d'œuvre infantile.

En ce qui concerne la population active actuelle c'est-à-dire celle du moment, elle se chiffre à 3.111.866 individus dont 51,5 % de femmes. Le taux global d'activité chute à 65,5 % (66,6 % pour le sexe masculin et 64,4 % pour le sexe féminin). En ce qui concerne la population âgée de 15 ans et plus, le taux global d'activité du moment reste le même que celui enregistré au niveau de la situation habituelle.

Les statistiques du chômage sous l'optique de la situation actuelle telles que les recommande le Bureau International du Travail (BIT), révèlent que le chômage est un phénomène purement urbain. Le taux de chômage est de 10,2 % à Conakry et 6,1 % au niveau des centres urbains de l'intérieur du pays. Par contre seulement 0,9 % de la population active rurale est concernée par le phénomène. Le taux de chômage au niveau de l'ensemble du pays est de 3,1 % (4,6 % pour les individus de sexe masculin et 1,7 % pour ceux de sexe féminin). Le chômage est en réelle progression par rapport à 1991 (1,8 %). Près de 55 % des chômeurs sont en quête de leur premier emploi.

Le sous-emploi c'est-à-dire la sous-utilisation des capacités de travail des individus occupés est manifeste. Le taux de sous-emploi visible est de 16,6 %.

L'EIBC s'est penché sur les travaux domestiques effectués par les membres du ménage. En moyenne 1,3 millions d'heures par jour sont consacrées à la recherche du bois de cuisine, 1,6 millions d'heures par jour pour la recherche de l'eau, 1,4 millions d'heures par jour pour faire le marché et 2,8 millions d'heures par jour pour faire la cuisine. L'essentiel de ces activités est le fait des femmes. L'incidence sur le plan économique pourrait être immense si des mesures appropriées étaient prises pour alléger les travaux domestiques des femmes par l'installation de puits de forage dans les villages, l'utilisation de foyers améliorés, la mise à disposition d'actifs physiques (pileuses ou décortiqueuses) et la création d'infrastructures communautaires.

(v) Migration

Environ 21,7 % des individus âgés de 15 ans et plus ont déclaré résider dans un lieu différent de leur lieu de naissance (migration dure de vie). Les flux dominants de migration dure de vie sont représentés par les individus nés en Moyenne Guinée ou en Basse Guinée et qui se sont installés à Conakry ou en Basse Guinée. Près de 61 % des migrants dure de vie sont nés en Basse Guinée ou en Moyenne Guinée (33 % et 27,8 %, respectivement). Du point de vue de destination de ces migrants, la capitale est le lieu d'installation privilégié (56,5 % des migrants dure de vie).

Les migrants retour représentent 14,3 % de la population âgée de 15 ans et plus. Environ 53 % des migrants retour proviennent de l'extérieur du pays, 36 % des centres urbains et 10 % du milieu rural. Le milieu rural constitue la principale destination des migrants retour: près de 72 % des migrants retour se sont installés dans ce milieu. Les flux de migration retour se répartissent comme suit: urbain->rural (22,6 %), extérieur->rural (42,7 %), urbain->urbain (13,2 %), extérieur->urbain (10,2 %), rural->rural (5,5 %) et rural->urbain (4,4 %). Environ 64 % des migrations retour ont eu lieu à partir de 1984.

(vi) Logement

Au niveau du statut dans le logement, près de 74 % des ménages guinéens sont propriétaires de leur logement (89 % en milieu rural, 59,4 % au niveau des centres urbains de l'intérieur et 24,7 % Conakry). Les ménages locataires représentent 14 % de l'ensemble des ménages guinéens (56,5 % Conakry et 24,1 % au niveau des centres urbains de l'intérieur). Quant aux ménages logs gratuitement, ils représentent 12 % de l'ensemble des ménages. La promiscuité de l'intérieur du logement est très forte surtout au niveau de la capitale où pour une taille moyenne de 6,6 individus par ménage, on compte en moyenne 2,7 pièces par ménage pour une superficie moyenne de 48,6 m². On compte en moyenne, 2,7 personnes par pièce et 2,1 individus par 10 m² de superficie habitable.

En matière d'approvisionnement en eau, les résultats de l'EIBC montrent que la première source d'approvisionnement en eau demeure le puits ordinaire (24,5 % des ménages). Les eaux de surface et le puits de forage constituent respectivement, les deuxième et troisième sources d'approvisionnement en eau (près de 24 % et 19 %, respectivement). Le robinet n'occupe que la quatrième place et n'approvisionne que 18,7 % des ménages interviewés. Au niveau de Conakry, le pourcentage de ménage s'approvisionnant en eau partir du robinet est important et s'élève à 79 %.

Le taux d'accès à l'eau potable au niveau de l'ensemble du pays se chiffre à 51,5 % (79,5 % Conakry, 49,3 % au niveau des centres urbains de l'intérieur du pays et près de 45 % en milieu rural).

La principale source d'éclairage est la lampe à pétrole (66,7 % des ménages), suivis par l'électricité (19,5 % des ménages) et le feu de bois (7,3 % des ménages).

Le bois de cuisine demeure le principal combustible utilisé pour faire la cuisine (81 % des ménages). Le charbon de bois n'est utilisé que par 17 % des ménages. A Conakry, c'est le principal combustible utilisé par les ménages pour faire la cuisine (84 % des ménages de ce milieu).

La latrine est le type de toilette le plus couramment utilisé (50 % des ménages). Par contre 40,2 % des ménages interrogés ne disposent d'aucune toilette. Le pourcentage de ménages utilisant des toilettes modernes avec chasse d'eau est très faible (3,3 % des ménages interrogés).

Près de 88 % des ménages se débarrassent de leurs ordures ménagères en les jetant dans la nature. Environ 6,6 % des ménages les brûlent et près de 5 % seulement bénéficient d'un système de ramassage public.

En ce qui concerne les caractéristiques physiques du logement, les résultats montrent que près de 73 % des murs extérieurs sont en banco ou en brique de terre, près de 52 % des toitures sont couvertes de paille et 61,4 % des planchers sont en terre.

2 Principaux indicateurs économiques

L'EIBC a permis de disposer des informations détaillées sur les activités agricoles, les dépenses, les revenus, et les activités indépendantes non agricoles du secteur informel.

(i) Agriculture

L'agriculture demeure la principale activité des ménages guinéens et elle procure l'essentiel des revenus disponibles au niveau des ménages. Près de 72 % des ménages guinéens ont une exploitation agricole de taille moyenne 5,3 Ha. Environ 59 % des ménages pratiquent l'élevage, le plus souvent en même temps que l'agriculture. La valeur du cheptel est estimée à 306,7 milliards FG. Les ventes de bétail au cours des douze derniers mois se chiffrent à 26,3 milliards FG contre 7,8 milliards FG pour les achats. L'agriculture demeure encore aratoire, les taux d'équipements en outils mécanisés sont très insignifiants: tracteur (0,2 %), motopompe (0,3 %), motocultiveuse (0,1 %), pileuse (0,1 %) et pulvérisateur (0,1 %). La valeur globale des équipements agricoles disponibles au niveau des ménages se chiffrent à 40 milliards de FG. Le revenu net en provenance des activités agricoles se chiffre à 899,1 milliards de FG.

(ii) Dépenses

Au niveau des enquêtes ayant un volet budget et consommation très détaillé, le niveau de dépense constitue un bon indicateur de niveau de vie des ménages. La dépense moyenne annuelle d'un ménage guinéen est de 3.092.779 FG, ce qui correspond à une dépense mensuelle de 257.732 FG. La dépense moyenne par tête est de 469.461 FG par an (environ 480 USD au taux moyen de change de l'année 1994). Ce chiffre est un bon indicateur du revenu par tête des guinéens pour l'année 1994. La consommation finale des ménages est estimée à 2.956 milliards de FG.

La structure des dépenses montre la prédominance des dépenses alimentaires (50 % du budget des ménages). Au niveau de ce poste, les dépenses en espèces représentent 33 % et l'autoconsommation des produits alimentaires 17 %. En milieu rural,

l'autoconsommation représente 32,4 % de la dpense totale et prs de 53 % de la dpense alimentaire. Les autres postes de dpenses non alimentaires sont reprsents comme suit: logement (14 %), sant et hygine (12,3 %), transport et communication (8,4 %), habillement (6,3 %), ducation, culture et loisirs (3,3 %), crmonies (2,7 %) et transferts (1,5 %).

(iii) Activits independantes non agricoles du secteur informel

Les emplois independants du secteur informel constituent aprs l'agriculture, la seconde source de revenus des mnages guinens. Ils procurent 22,2 % du revenu total disponible au niveau des mnages. Prs de 48 % des mnages exercent une activit dans le secteur informel. L'importance de ce secteur dans la formation et la cration d'emplois est non ngligeable. L'EIBC estime 273.635 individus, le nombre d'emplois dans le secteur informel dont prs de 54 % sont des apprentis. Le revenu net total gnr par les trois principales activits est de 403,5 milliards de Francs Guinens.

(iv) Revenus

Comme toutes les enqutes portant sur les revenus des mnages, les rsultats de l'EIBC montrent une forte sous estimation des revenus dclars. Le revenu net moyen se chiffre 1.905.899 FG par an, soit 158.825 FG par mois. Quant au revenu par tte, il est estim 289.167 FG par an. Le revenu net global est valu 1.820 milliard de FG par an. La structure des revenus montre la prdominance des revenus agricoles qui représentent 49,3 % du revenu total des mnages guinens. La seconde source de revenu demeure les revenus en provenance des activits independantes du secteur informel qui fournissent aux mnages 22,2 % de leurs revenus. Le revenu salarial ne contribue que pour 15,7 % du revenu total. Les transferts envers les mnages représentent 6,1 % de l'ensemble des revenus. Les revenus de la proprit contribuent hauteur de 4,5 % du revenu total.

Le rapport de synthse fournit des informations dtailles sur tous les sujets abords. L'avantage de l'EIBC qui est une enquete objectifs multiples est de pouvoir mettre ensemble relation diffrentes variables (conomiques ou sociales) pour effectuer des tudes descriptives ou de comportement des mnages.

TYPE DE DONNES

Donnes chantillones [ssd]

UNITS D'ANALYSE

Les mnages

Champ

NOTES

L'EIBC s'est intresse essentiellement aux conditions de vie des mnages et la pauvret;

-Services sociaux de base (ducation, sant, logement);

-Activits conomiques et emploi ;

-Migration;

-Agriculture;

-Budget et consommation;

-Revenus.

TOPICS

Sujet	Taxonomie	URI
Consommation / comportement des consommateurs [1.1]	CESSDA	http://www.nesstar.org/rdf/common
Revenu, proprit, pargne et investissement [1.5]	CESSDA	http://www.nesstar.org/rdf/common
Habitat [10.1]	CESSDA	http://www.nesstar.org/rdf/common
Emploi [3.1]	CESSDA	http://www.nesstar.org/rdf/common
Conditions de travail [3.6]	CESSDA	http://www.nesstar.org/rdf/common

Sujet	Taxonomie	URI
Formation de base [6.1]	CESSDA	http://www.nesstar.org/rdf/common
Formation professionnelle [6.7]	CESSDA	http://www.nesstar.org/rdf/common
Grossesse, planning familial et avortement [8.2]	CESSDA	http://www.nesstar.org/rdf/common
Maladies spécifiques et état de santé [8.9]	CESSDA	http://www.nesstar.org/rdf/common
Soins et traitements médicaux [8.5]	CESSDA	http://www.nesstar.org/rdf/common
Migration [14.3]	CESSDA	http://www.nesstar.org/rdf/common

Couverture

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

L'enquête a couvert tout le territoire national (milieu rural et urbain)

GEOGRAPHIC UNIT

Sous Préfecture

UNIVERS

L'ensemble des ménages résidents en dehors des expatriés.

Producteurs et sponsors

INVESTIGATEUR PRINCIPAL

Nom	Affiliation
Direction Nationale de la Statistique	Ministre du plan et des Finances

AUTRE(S) PRODUCTEUR(S)

Nom	Affiliation	Rôle
Direction Nationale de la statistique	Ministre du Plan et des Finances	Collecte, traitement et analyse des données

FINANCEMENT

Nom	Abbréviation	Rôle
Banque Mondiale	IDA	Financement
Agence Canadienne pour le Développement International	ACDI	Financement
Banque Africaine de Développement	BAD	Financement
Gouvernement Guinéen	GIN	Locaux et Personnel

Production des données

MTADONNES PRODUITES PAR

Nom	Abbréviation	Affiliation	Rôle
Institut National de la Statistique	INS	Ministre du Plan et de la Promotion du	Mise disposition de la documentation et des données
Lansana Chrif	INS	Ministre du Plan et de la Promotion du	Conversion DDI

DATE DE LA PRODUCTION DES MTADONNES

2009-11-03

VERSION DU DOCUMENT DDI

Version 01 (Novembre 2009)

base sur les données finales apurées de 1995

ID DU DOCUMENT DDI

DDI-GIN- INS-EIBC-1994-V01

Echantillonnage

Méthode d'échantillonnage

La base de sondage de l'EIBC est constituée des mêmes grappes ou zones de dénombrement (ZD) de l'ESIP de 1991. Cette base de sondage provient elle-même du listing des ZD du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 1996. En vue de fournir des estimations et agrégats à l'échelle nationale (milieu urbain et rural) et par groupe socio-économique (GSE) et répondre certaines contraintes d'ordre pratique: cot, gestion du personnel et contrôle des opérations, 312 ZD (228 en milieu urbain et 84 en milieu rural) ont été sélectionnées au premier degré.

Au deuxième degré, au niveau de chaque ZD tir au premier degré, 12 ménages ont été sélectionnés en milieu urbain et 20 ménages en milieu rural. Ce qui permet d'obtenir un échantillon de 4 416 ménages. Afin d'assurer la représentativité de chaque GSE au niveau de l'échantillon les ménages ont été tirés avec des taux variables selon que le GSE auquel ils appartiennent est ciblé ou non(1)

Taux de réponse

L'échantillon de l'EIBC porte sur 4.416 ménages et l'ensemble des ménages a accepté de répondre aux questionnaires de l'enquête.

Pondération

L'échantillon est pondéré. Les coefficients de pondération sont donnés par les formules suivantes

Questionnaires

Aperu

A l'EIBC, les questionnaires ménage, Budget et consommation et communautaires ont été administrés

Collecte des données

Dates de la collecte des données

Dbut	Fin	Cycle
1994-01-27	1995-02-10	N/A

Mode de collecte de données

Interview face face [f2f]

NOTES SUR LA COLLECTE DES DONNES

Chaque quipe de terrain l'intérieur du pays est formé d'un contrôleur, cinq enquêteurs (dont un enquêteur de relève), un agent de saisie et un chauffeur. Au niveau de la capitale, le nombre d'enquêteurs passe sept (dont un enquêteur de relève). Les quipes sont réparties travers six antennes régionales l'intérieur du pays: Kindia, Bok, Lab, Kissidougou, Kankan et N'Zrkor. L'antenne centrale de Conakry abrite trois quipes dont une charge de dénombrier de façon régulière les ZD sélectionnées, un mois avant les opérations de collecte.

Enquêteurs

Nom	Abbrviation	Affiliation
Direction Nationale de la Statistique	DNS	Ministre du Plan et des finances

SUPERVISION

Chaque quipe de terrain l'intérieur du pays est formé d'un contrôleur, cinq enquêteurs (dont un enquêteur de relève), un agent de saisie et un chauffeur. Au niveau de la capitale, le nombre d'enquêteurs passe sept (dont un enquêteur de relève). Les quipes sont réparties travers six antennes régionales l'intérieur du pays: Kindia, Bok, Lab, Kissidougou, Kankan et N'Zrkor. L'antenne centrale de Conakry abrite trois quipes dont une charge de dénombrier de façon régulière les ZD sélectionnées, un mois avant les opérations de collecte.

Traitements des données

Autres traitements

un logiciel de saisie qui incorpore des tests de cohérences internes de données et permet des corrections sur place avant de quitter la zone d'enquête

Evaluation des donnees

No content available